

PARIS.

SCÈNE PREMIÈRE.

●●●
LE SALON DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.
●●●

(Les sept ministres à portefeuille y sont réunis. Il est neuf heures du soir.)

M. DE MARTIGNAC.

Eh bien ! messieurs , nous sommes encore ministres et nous le serons encore demain , après-demain... nous le serons encore à l'ouverture des Chambres.

M. DE CAUX.

Oui , mais n'avez-vous pas entendu parler de l'audience particulière accordée à monsieur Michaud , le directeur de la *Quotidienne* ?

M. DE MARTIGNAC.

Qu'importe ! Monsieur Michaud a de tout temps obtenu des audiences ; c'est un vieux serviteur.

M. ROY.

Oui, mais n'avez-vous pas remarqué le nouveau style de la *Gazette de France*?... elle a fait sa paix avec la *Quotidienne*, après une polémique dégoûtante, après de sales récriminations de part et d'autre... Michaud et Genoude se seraient-ils donné la main?

M. DE CAUX.

A vous parler franchement, je le crains... Cela indiquerait un prochain changement dans les affaires, et je doute fort que nous gardions longtemps encore nos portefeuilles... pour moi, du moins, je suis sûr de ne pas rester à la guerre, s'il y a une révolution ministérielle, car la congrégation a violemment attaqué mes projets d'amélioration et de réforme.

M. HYDE DE NEUVILLE.

Eh ! mon Dieu, s'il faut tomber, nous tomberons, mais avec honneur ; on nous rendra alors justice !... Une semblable disgrâce a ses avantages.

M. DE MARTIGNAC.

Nous avons fait tout le bien que nous pouvions faire ; on ne sait pas contre quels obstacles nous

avons eu à lutter, quelles difficultés embarrassaient notre marche ; il est bien facile d'accuser, de déclamer...

M. ROY.

Je suis de l'avis de monsieur de Neuville ; nous tomberons avec honneur.

M. DE VATIMESNIL.

Je ne sais pas, messieurs, ce qui peut vous faire parler ainsi, ce qui peut vous inspirer de telles craintes ? Nous avons pour nous l'opinion publique, les Chambres nous ont accordé ce que nous avons demandé ; les journaux commencent à être plus justes sur notre compte ; tout est tranquille en France... Mais, messieurs Bourdeau et de Portalis ne disent rien ; sans doute leur silence est de mon avis ?

M. DE PORTALIS.

Moi, monsieur, je pense que... Oh ! il y a bien des bruits qui circulent... On parle d'un changement de ministres, mais vaguement.

M. BOURDEAU.

Oui, chaque journal compose sa liste, suivant ses goûts, ses affections, mais nous savons à quoi nous en tenir sur tout cela.

M. ROY.

Ne pensez-vous pas qu'il y ait des sujets de crainte?...

M. BOURDEAU.

Demandez à monsieur de Portalis.

M. DE PORTALIS.

Demandez à monsieur Bourdeau... Vous savez que je suis fatigué des affaires... j'ai besoin de me reposer, et une retraite honorable...

M. DE MARTIGNAC.

La place de monsieur Henrion de Pansey vous est garantie, vous le savez, monsieur le comte.

M. DE PORTALIS.

Oh! je ne dis pas cela pour la présidence de la Cour de cassation... elle m'est promise, mais on ne sait pas ce qui peut arriver...

M. BOURDEAU.

Je vous demande pardon, messieurs et chers collègues; une affaire importante m'appelle dans mon cabinet; souffrez que je me retire.

M. DE PORTALIS.

Et moi aussi, messieurs, je suis forcé de m'éloigner... Je vous souhaite le bonsoir.

M. BOURDEAU, *bas à M. de Portalis.*

Aussi bien commençais-je à être fort embarrassé.

M. DE PORTALIS, *bas à M. de Bourdeau.*

Ils se doutent de quelque chose... Qu'ils s'arran-

gent comme ils voudront; moi, je m'en lave les mains.

(MM. de Portalis et Bourdeau sortent.)

M. ROY.

Avez-vous remarqué, messieurs, que nos collègues Portalis et Bourdeau ne paraissent point à leur aise avec nous?

M. DE CAUX.

Ils ont toujours cet air-là; c'est leur habitude.

M. DE VATIMESNIL.

Allons, messieurs, un peu plus de confiance: faisons notre devoir et advienne que pourra; pour moi, je vais travailler comme si j'étais sûr d'avoir mon portefeuille pendant dix ou quinze ans au moins; le jour de la distribution des prix aux collègues royaux approche, et je vais préparer mon discours pour cette solennité.

M. HYDE DE NEUVILLE.

Monsieur de Vatimesnil a raison, travaillons au bien public, jusqu'à ce qu'on nous dise de quitter nos portefeuilles; moi, je vais tâcher d'arranger l'affaire d'Alger: ce diable de dey est un entêté qui veut absolument être bombardé! Eh bien! si l'arrangement tient à cela, nous lui enverrons des bombes.

(Les ministres se séparent.)

SCÈNE II.

•••
UN SALON DU FAUBOURG SAINT-GERMAIN.
•••

LA MARQUISE.

Comment, monsieur le marquis, le ministre refuse une lieutenance à notre Adolphe?... Une lieutenance dans un régiment de hussards!

LE MARQUIS.

Oui, madame la marquise, le ministre m'a demandé quels étaient les titres de notre fils, s'il avait servi, s'il sortait des gardes... que sais-je? Il m'a fait un tas de questions absurdes que je ne me rappelle pas; enfin, il m'a refusé tout net.

L'ABBÉ.

Vous deviez vous y attendre, monsieur le marquis; il n'y a rien à faire avec un ministère jacobin.

LA MARQUISE.

Quelle horreur! mais nous voici ramenés au bon temps de la terreur.

L'ABBÉ.

Absolument comme sous feu monsieur de Robespierre.

LE MARQUIS.

Il faudrait peut-être, pour être agréable à mon-

sieur le ministre, que notre Adolphe eût servi sous le brigand, qu'il eût tué des Allemands, des Russes, des Anglais! Oh! alors, il serait au moins capitaine.

L'ABBÉ.

Colonel! madame la marquise; ce ne serait pas trop pour récompenser un soldat de Bonaparte!

LE MARQUIS.

Mon père était colonel de Normandie à vingt ans! je ne puis obtenir une lieutenance pour mon fils qui est majeur depuis quinze jours.

LA MARQUISE.

Depuis huit jours, monsieur le marquis.

L'ABBÉ.

Voilà qui rend encore ce refus plus odieux, plus abominable; mais, vous vous plaignez!... Ah! si vous connaissiez toutes les iniquités dont gémit le clergé! Pas de jour, pas d'heure qui ne soient signalés par une persécution, par une tyrannie, par une impiété. Tout est bouleversé, confondu, et les ministres des autels sont sans appui, sans défense. Voyez les tribunaux retentir des plaintes de ces victimes saintes qu'on ose accuser de crimes imaginaires; des jugemens, des arrêts tout récents et qui font frémir, attestent cette lâche profanation d'un caractère sacré, inviolable; on nous rend

justiciables d'une Thémis terrestre, nous qui ne connaissons de juge qu'à Rome, de maître que dans les cieux!

LA VICOMTESSE.

Ah! mon Dieu, monsieur l'abbé, prenez donc garde! ne vous échauffez donc pas comme cela... Vraiment, vous parlez comme Bossuet; votre éloquence vous fera mal: savez-vous bien que vous venez d'être magnifique, sublime!

L'ABBÉ.

Oh! si je ne craignais ce qu'ils appellent, je crois, des appels comme d'abus, si je n'écoutais que le zèle qui m'enflamme, je ferais tonner la vérité du haut de la chaire contre les impies, je dénoncerais leurs crimes, j'appellerais sur leurs têtes les foudres de la céleste vengeance; enfin je les ferais trembler... Mais peut-il y avoir de l'éloquence véritable, en présence d'un semblable ministère?

LE VIDAME.

Est-ce que tout cela ne finira pas, morbleu? Si cela dure encore quelques jours, alors il faudra reprendre sa vieille épée: oui, morbleu! nous nous remettrons en campagne pour sauver la monarchie!

LE VICOMTE.

Mes chers amis, nous touchons au dénouement:

le char de la révolution va s'arrêter enfin, et tout rentrera dans l'ordre.

L'ABBÉ.

Vous avez donc des nouvelles, monsieur le vicomte! c'est bien mal à vous de faire le mystérieux.

LE VICOMTE.

La monarchie est sauvée! vous dis-je; nous allons avoir un nouveau ministère.

LA MARQUISE.

Encore des jaco, n'est-ce pas?

LE VICOMTE.

Plus de jacobins! je vous dis que la monarchie est sauvée: M. de Polignac est en route.

TOUS.

M. de Polignac en route!

LE MARQUIS.

Pour Paris?

LE VICOMTE.

Sans doute, puisqu'il est à Londres; il ne connaît pas d'autre itinéraire, vous le savez bien.

LE MARQUIS.

Et c'est lui qui sera premier ministre?

LE VICOMTE.

Oui, et bien plus, c'est lui qui sera chargé de former le nouveau ministère.

LA MARQUISE.

Oh! mon Dieu, quel dommage que mon fils Adolphe ne soit pas en âge d'être ministre! il serait si bien placé à la guerre!

LE MARQUIS.

C'est vrai... mais je suis là, moi, j'ai été mestre-de-camp à l'armée des princes; monsieur le vicomte, connaissez-vous M. de Polignac?

LE VICOMTE.

Un peu.

LE MARQUIS.

Eh! bien, vous lui parlerez de moi; je suis un fidèle, un bon!...

LE VIDAME.

Morbleu! je suis la caution du marquis.

LE VICOMTE.

Pas tant de bruit, mes chers amis, pas tant de bruit. N'oubliez pas que c'est un secret dont je viens de vous faire la confidence; l'ordonnance d'ailleurs n'a pas paru; on ne saurait maintenant avoir trop de discrétion.

LA MARQUISE.

Mon pauvre Adolphe! ah! il aura donc sa lieutenance!

LE MARQUIS.

Une lieutenance au fils d'un ancien mestre-de-

camp, au petit-fils d'un colonel de Normandie, fi donc! y pensez-vous, madame la marquise?

LE VIDAME.

Morbleu! il y a long-temps que je désire lancer mon neveu Arthur dans la diplomatie; l'ambassade de Londres est vacante, et je vais la demander pour lui.

LA MARQUISE.

Vous avez raison, monsieur le vidame; si vous vouliez avoir la bonté d'emmener avec vous mon second fils, le petit Jules, il ferait un fort joli secrétaire d'ambassade.

LE VIDAME.

Morbleu! madame la marquise, je n'ai jamais rien refusé aux dames, et vos beaux yeux, madame la marquise, sont de puissans Mécènes.

L'ABBÉ.

Oserais-je vous demander, monsieur le vicomte, si vous savez quelque chose relativement à la feuille des bénéfices?

LE VICOMTE.

Ma foi non, monsieur l'abbé; cependant, je prendrai des informations, je tâcherai de satisfaire votre curiosité...

L'ABBÉ.

Oh! je ne veux rien pour moi... Mon ambition

se borne à remplir mes devoirs; je désire seulement qu'on rende au clergé ce qui lui est dû, ce que la révolution lui a volé; n'a-t-il pas droit aussi à une indemnité?

LE VICOMTE.

C'est juste, cela, monsieur l'abbé, et avec un ministère vraiment royaliste, la chose sera facile, je vous le promets. Chacun son tour; l'émigration a eu son milliard.

L'ABBÉ.

Pourquoi le clergé n'aurait-il pas le sien?

LE VIDAME.

Morbleu, monsieur l'abbé, vous raisonnez à merveille; votre réclamation est très-légitime, et s'il faut vous aider, je vous offre ma vieille épée de Coblantz. Comptez sur le dévouement d'un chevalier français.

LA MARQUISE.

Oui, il faut rendre à Dieu ce qui est à Dieu. Oh! la religion et la morale avant tout... Messieurs et dames, une petite partie d'écarté, en attendant le nouveau ministère, vous contrarierait-elle?... Sous l'ancien régime, on respectait la morale et la religion... Une partie d'écarté, monsieur l'abbé; vous me devez une revanche pour les dix louis que vous m'avez gagnés avant-hier.

L'ABBÉ.

Très-volontiers, madame la marquise... J'ai à vous, je crois, une vingtaine de louis.

LA MARQUISE.

L'écarté est le plus joli jeu de société qu'on puisse imaginer... il fait passer le temps le plus agréablement du monde... Allons, messieurs et dames, prenez place.

(Elle sonne, et des domestiques préparent les tables de jeu, devant lesquelles viennent se placer les interlocuteurs.)

SCÈNE III.

LE VESTIBULE DE L'HOTEL DE M. DE POLIGNAC.

(Une chaise de poste est arrêtée sous le vestibule; des domestiques portent des flambeaux. Un valet-de-chambre ouvre la portière de la voiture, et M. de Polignac en descend. Il est dix heures du soir.)

M. DE POLIGNAC.

Vous ne laisserez monter personne demain matin chez moi; je n'y suis pour personne, entendez-vous?

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Oui, monsieur; faut-il dire que vous êtes arrivé?

M. DE POLIGNAC.

Non, je vous ferai savoir quand il faudra l'annoncer.

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Il suffit, monseigneur.

M. DE POLIGNAC, *qui s'est dirigé vers l'escalier et revient sur ses pas.*

Ah! j'oubliais... où donc est mon volume... cherchez mon volume.

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Le voici, monsieur le duc.

M. DE POLIGNAC.

Ma *Législation primitive!*... Cela ne doit plus me quitter maintenant!

(Il monte l'escalier et entre dans ses appartemens.)

FRANÇOIS, *au valet-de-chambre.*

Bonjour, l'ami, bonjour. Vous ne nous attendez pas si tôt, n'est-ce pas?

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Moi, je ne suis pas étonné du tout... mais du tout..... Je suis habitué à vous voir... Vous aimez à nous faire des surprises. Est-ce pour long-temps que vous êtes ici?

FRANÇOIS.

Pour toujours!...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Pour toujours!

FRANÇOIS.

Nous nous fixons enfin; nous ne voyageons plus... Il est temps de se reposer, n'est-ce pas?

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Il est vrai que cela aurait fini par vous ennuyer. Mais êtes-vous bien sûr de ne pas vous remettre en route demain ou après-demain!

FRANÇOIS.

Oui, vous dis-je, oui... j'en suis sûr... nous restons à Paris.

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Ah! monsieur le confident intime, dites plutôt que vous ne savez rien.

FRANÇOIS.

Bah! vous me prenez peut-être pour une bête?... Quoique je ne sois pas valet-de-chambre, moi, j'ai du tact... j'observe, et sans qu'on s'en doute, je devine...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Et qu'avez-vous deviné, monsieur l'observateur?

FRANÇOIS.

Tout en faisant claquer mon fouet, en conduisant mes chevaux, j'ai aperçu certaines choses qui m'annoncent que nous ne resterons pas ici...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Ah! ah! vous allez donc repartir... J'ai donc raison.

FRANÇOIS.

Vous ne me comprenez pas, mon cher, nous resterons ici et nous ne resterons pas ici, ce qui veut dire, puisqu'il faut vous expliquer la chose, que nous allons emménager sur le boulevard de la Madeleine... là, vous savez bien où il y a des factionnaires, à l'ancien hôtel Wagram.

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Au ministère des affaires étrangères?

FRANÇOIS.

Tout juste, mon cher, vous l'avez enfin deviné; c'est fort heureux... mais vous ne devinerez pas non plus comment j'ai découvert cela.. Dans notre traversée sur le paquebot, le prince était d'une douceur, d'une gaieté! si vous aviez vu sa physionomie, comme moi, vous auriez dit: « Le prince est enfin ministre des affaires étrangères! »

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Vous pourriez bien avoir raison.

FRANÇOIS.

Ah! je parie que... mais tenez, mon cher, allez m'attendre chez le marchand de vin du coin, et je vous contera tout cela au long; à condition que vous paierez bouteille...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

C'est tout naturel; sans adieu, maître François; je vais au rendez-vous, mais ne vous faites pas trop long-temps attendre. Nous boirons du vin à vingt, à la santé du nouveau ministre... et à la nôtre, mon camarade!

SCÈNE IV.

LE CABINET DE M. DE POLIGNAC.

M. DE POLIGNAC, *seul.*

Le sommeil m'a fait du bien! Comme il est doux de se réveiller ministre! Quelle sensation profonde va produire ma nomination! ce pauvre ministère Martignac ne s'en doute pas encore, j'en suis sûr! ils sont tous, moins deux cependant, à rêver des projets de loi pour la prochaine session, des améliorations, des modifications pour flatter l'opinion publique! Bonnes gens qui croient qu'il faut absolument avoir pour soi l'opinion publique,